Conditions générales de livraison et de vente**KÖNIGSBRUNNER KUNSTSTOFFGROSSHANDEL KKG GUMPP GmbH****Généralités**

1. Les présentes Conditions générale de vente s'appliquent de manière exclusive, sous réserve d'accords écrits divergents. Nous ne reconnaissons pas les Conditions générales de vente et de livraison de l'acheteur en opposition ou divergeant des présentes Conditions générales de vente, à moins que nous ayons expressément approuvé leur validité par écrit.
2. Nos Conditions générales de vente s'appliquent également à toutes les futures transactions avec l'acheteur, conformément au paragraphe (1).

Offre

1. Nos offres sont sans engagement. Les documents annexés à l'offre, tels que les illustrations, les dessins et les indications de poids et de dimensions, ne sont donnés qu'à titre indicatif à moins qu'ils ne soient expressément désignés comme contractuels.
2. La commande signée par l'acheteur est contractuelle. Nous sommes autorisés à accepter l'offre contractuelle figurant dans la commande de l'acheteur dans un délai de trois semaines suivant la réception de celle-ci avec l'envoi d'une confirmation de commande.
3. Notre confirmation de commande écrite détermine l'étendue de la commande. Tous les accords annexes et toutes les modifications apportées à la commande requièrent la forme écrite.
4. Notre personnel de vente et nos agents commerciaux ne sont pas autorisés à passer des accords verbaux, ni à prendre des engagements allant au-delà de la teneur de la confirmation de commande écrite.
5. Nous nous réservons les droits de propriété et d'auteur sur les informations, et plus particulièrement sur les illustrations, dessins, calculs et autres documents qui sont remis à l'acheteur ou à des tiers. Ceux-ci ne doivent pas être rendus accessibles à d'autres personnes qu'à l'acheteur et/ou le tiers.

Prix et paiement

1. Le prix stipulé dans la confirmation de commande est sans engagement. Les prix indiqués s'entendent hors TVA et départ usine. La TVA est présentée à part sur la facture, au taux légal en vigueur au jour de la facturation. Nous nous réservons le droit de modifier nos prix en conséquence si, après la conclusion du contrat, des baisses ou des augmentations de coûts apparaissent, en particulier en raison de négociations salariales ou de modifications du prix des matériaux. Celles-ci feront l'objet d'une justification sur demande de l'acheteur.
2. L'acheteur s'engage à payer le prix au moment de la remise de la marchandise ou de l'envoi de la facture. Toute déduction d'un escompte doit faire l'objet d'un accord écrit spécifique.
3. Si, après la conclusion du contrat, il existe des doutes justifiés relatifs à la solvabilité de l'acheteur, nous sommes en droit d'exiger un paiement anticipé ou un dépôt de garantie dans un délai raisonnable. Si l'acheteur n'honore pas cette exigence dans le délai convenu, nous sommes en droit de résilier le contrat à l'expiration de ce délai.

4. Les mandats de paiement, chèques ou traites ne sont acceptés qu'après un accord écrit spécifique et à titre de paiement uniquement en tenant compte de tous les frais d'encaissement et d'escompte.

5. L'acheteur n'est autorisé à réclamer une compensation à l'encontre de nos droits au paiement que si la créance en compensation de l'acheteur n'est pas contestée ou en présence d'un titre exécutoire. L'acheteur ne peut faire valoir un droit de rétention que si celui-ci repose sur des prétentions découlant de la même relation contractuelle.

6. Les intérêts de retard sont calculés à un montant annuel de 8 % au-dessus du taux de base en vigueur. Toute revendication relative à un dommage plus important n'est pas exclue.

Livraison et retard de livraison

1. Les dates ou les délais de livraison doivent être indiqués par écrit. Ceux-ci ne sont pas contractuels, à moins qu'ils n'aient fait l'objet d'un accord par écrit. Les délais de livraison commencent à courir à partir de la conclusion du contrat. Si des modifications du contrat sont convenues a posteriori, il peut s'avérer nécessaire de fixer dans le même temps une nouvelle date ou un nouveau délai de livraison.

Le respect des délais de livraison et d'exécution des prestations dépend de la réception ponctuelle de tous les éléments de la prestation ou de la livraison à fournir par l'acheteur, des autorisations et des validations nécessaires, ainsi que du respect des conditions de paiement convenues et d'autres obligations. Si ces conditions préalables ne sont pas réunies dans les délais impartis, le délai est prolongé en conséquence.

2. Les délais de livraison sont prolongés en conséquence – même dans le cadre d'un retard de livraison éventuel – en cas de survenance d'événements imprévus auxquelles nous ne sommes pas en mesure de faire face malgré des efforts raisonnables, par exemple incidents d'exploitation, interventions administratives, difficultés d'approvisionnement en énergie, retards dans la livraison de pièces essentielles. Le même principe s'applique en cas de grève ou de lock-out. Nous nous engageons à communiquer immédiatement à l'acheteur tout empêchement de cette nature.

3. Le délai de livraison est considéré comme respecté lorsque la marchandise a quitté l'usine ou a été déclarée prête à être expédiée à l'expiration dudit délai. Si un délai de livraison non contractuel est dépassé de quatre semaines, l'acheteur peut exiger par écrit de notre part une livraison dans un délai raisonnable. À l'expiration de ce délai, nous nous trouvons en situation de retard.

4. L'acheteur peut alors exiger, en plus de la livraison, la réparation d'un préjudice éventuellement subi en raison du retard. En cas d'intention délictueuse ou de négligence grossière de notre part ou de la part de nos représentants ou de nos auxiliaires d'exécution, notre responsabilité est engagée selon les dispositions légales, mais se limite, en cas de négligence grossière ou de violation fautive d'obligations contractuelles essentielles, aux dommages prévisibles dans ce type de contrat, conformément à l'alinéa 5 du présent paragraphe. Par ailleurs, notre obligation de réparation en cas de retard de livraison se limite à 15% maximum de la rémunération convenue (TVA incluse), conformément à l'alinéa 5 du présent paragraphe. Toute autre demande de la part de l'acheteur est exclue. Les limitations de responsabilité ne s'appliquent toutefois pas en cas d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé.

5. Si nous nous trouvons en retard de livraison, l'acheteur a la possibilité de nous accorder par écrit un délai supplémentaire raisonnable en déclarant qu'il refusera d'accepter la marchandise une fois ce délai expiré. À l'expiration de ce délai supplémentaire sans réaction de notre part, l'acheteur est autorisé à résilier le contrat par une déclaration écrite ou à exiger des dommages-intérêts au lieu de la prestation. Le paragraphe 4 concerne la demande de versement de versement de dommages-intérêts au lieu de la prestation. Toute demande de livraison est exclue en cas d'expiration infructueuse du délai supplémentaire avec menace de refus.

6. L'acheteur s'engage, à notre demande, à déclarer dans un délai raisonnable s'il souhaite résilier le contrat pour cause de retard de la livraison ou bien maintenir la livraison.

7. Les livraisons et prestations partielles sont autorisées pour autant qu'elles soient acceptables pour l'acheteur.

Transfert du risque, emballages, assurance transport

1. Le risque de perte et de dégradation fortuites de la marchandise est transféré au client dès son départ de l'usine. Peu importe que la marchandise soit expédiée à la demande de l'acheteur vers un autre lieu que le siège social de l'acheteur et remis à l'entreprise de transport, à l'affréteur ou à la personne désignée pour le déroulement de l'expédition.

2. Les emballages de transport et autres ne sont pas repris conformément aux dispositions de la réglementation sur les emballages, à l'exception des palettes à prises multiples et des pièces latérales en plastique. L'acheteur s'engage à prendre à ses frais les dispositions nécessaires à l'élimination des emballages.

3. Sur demande de l'acheteur, la marchandise peut être couverte par une assurance transport. Les frais afférents sont alors à la charge de l'acheteur.

Responsabilité pour vices, autre responsabilité, prescription

1. Les défauts constatés par l'acheteur sur la marchandise doivent être signalés immédiatement par écrit, ou au plus tard dans un délai de 10 jours après leur découverte, en indiquant le jour de la première apparition ainsi qu'une description concrète des défauts. Si la plainte ne répond pas à ces exigences, toute responsabilité pour cause de vices est exclue.

2. Si la plainte est réglementaire, notre responsabilité pour cause de vices sur la marchandise est engagée comme suit :

en présence d'un défaut, nous sommes en droit, à notre convenance, de procéder à l'élimination du défaut ou de livrer une marchandise exempte de défaut (mise en conformité). La condition préalable à l'engagement de la responsabilité pour cause de défaut est qu'il ne doit pas s'agir d'un défaut mineur. Si l'une des deux ou les deux formes de mise en conformité s'avèrent impossibles à mettre en œuvre ou disproportionnées, nous sommes en droit de les refuser. Nous pouvons en outre refuser la mise en conformité tant que l'acheteur n'a pas entièrement satisfait à ses obligations de paiement correspondant à la partie de la prestation réalisée sans défaut. Nous prenons à notre charge tous les frais nécessaires à la mise en conformité. Ceci ne s'applique pas aux frais liés au transport de la marchandise dans un autre endroit que le siège social de l'acheteur, à moins que ce transfert ne corresponde à son utilisation conforme.

3. Si la mise en conformité mentionnée au paragraphe 2 s'avère impossible ou disproportionnée ou si elle a échoué à deux reprises, l'acheteur a le droit de faire baisser le prix d'achat en conséquence ou de résilier le contrat conformément aux dispositions légales. Ceci s'applique en particulier dans le cas d'un retard intentionnel ou d'un refus de la mise en conformité. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également à la livraison d'une autre marchandise ou dans une moindre quantité.

4. En cas d'intention délictueuse ou de négligence grossière de notre part ou de la part de nos représentants ou de nos auxiliaires d'exécution, notre responsabilité est engagée selon les dispositions légales. Par ailleurs, notre responsabilité se limite à la responsabilité du fait des produits, pour cause d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé ou de violation fautive d'obligations contractuelles essentielles. Le droit au versement de dommages et intérêts pour avoir manqué à des obligations contractuelles essentielles est néanmoins limité aux dommages prévisibles dans ce type de contrat. Dans le cas d'une négligence grossière, la responsabilité se limite également aux dommages prévisibles dans ce type de contrat en l'absence d'un des cas exceptionnels visés à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

5. Toute responsabilité est néanmoins totalement exclue pour les dommages causés par la marchandise sur les biens juridiques de l'acheteur ou de tiers, par exemple les dommages causés sur d'autres biens. Cette disposition ne s'applique pas en présence d'une intention délictueuse ou d'une négligence grossière ou si la responsabilité est engagée pour cause d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé ou si des dommages de cette nature sont prévisibles dans ce type de contrat en cas de violation fautive des obligations contractuelles essentielles. En cas de négligence grossière ou de violation des obligations contractuelles essentielles, la responsabilité se limite aux dommages prévisibles dans ce type de contrat.

6. Les dispositions des paragraphes 4 et 5 précédents s'étendent à l'indemnisation qui s'ajoute à la prestation ainsi qu'à l'indemnisation qui remplace la prestation, quel qu'en soit le motif juridique, en particulier à l'indemnisation pour cause de vices, violation des obligations découlant du rapport d'obligation ou d'un acte illicite. Elles s'appliquent également au remboursement des dépenses inutiles.

7. Le délai de prescription pour les prétentions et les droits pour cause de vices de la marchandise, est d'un an, calculé à partir de la date de transfert du risque ou, en cas de prise en charge par le transporteur, l'affréteur ou par la personne désignée pour l'exécution de la livraison, au moment de la prise en charge. Le délai de prescription de l'alinéa 1 s'applique également aux demandes d'indemnisation qui n'ont pas de lien avec un quelconque vice. Le délai de prescription de l'alinéa 1 ne s'applique toutefois pas dans les situations décrites au § 438 al. 1 point 1 du Code civil allemand (vices de droit concernant les biens immobiliers), au § 438 al. 1 point 2 du Code civil allemand (constructions d'immeubles, choses destinées à la construction d'immeubles), au § 479 al. 1 du Code civil allemand (droit de recours de l'entrepreneur) ou au § 634a al. 1 point 2 du Code civil allemand (constructions ou ouvrage dont le succès repose sur la réalisation de prestations de planification ou de surveillance). Les délais mentionnés au point précédent sont soumis à une prescription de 3 ans. Toute prétention à une réduction de prix et tout droit de retrait pour cause de défauts du produit sont exclus dès lors que le droit à réparation est prescrit.

8. Les délais de prescription du paragraphe 7 ne s'appliquent pas en cas d'intention délictueuse, de dissimulation délibérée des défauts, de demandes de versement de dommages-intérêts pour cause d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique, à la santé ou à la liberté, de demandes liées à la responsabilité du fait des produits, en cas de manquement à ses obligations par négligence grossière ou en cas de violation des obligations contractuelles essentielles.

9. Dans la mesure où notre responsabilité est exclue ou limitée, il en est de même pour la responsabilité personnelle de nos employés, salariés, collaborateurs, représentants et auxiliaires d'exécution.

Comportement engageant sa responsabilité en cas de dommages dus au transport

a) Identifier et traiter correctement les dommages dus au transport

Tous les articles et envois sont vérifiés par nos soins et emballés soigneusement avant leur départ. Néanmoins, il peut arriver dans de très rares cas que les articles d'un envoi arrivent endommagés chez le destinataire, ou même qu'ils soient manquants. Veuillez par conséquent vérifier très attentivement votre livraison :

- le carton est-il abîmé ou écrasé ?
- la livraison est-elle complète conformément aux documents fournis ?

Si des marchandises sont visiblement manquantes ou endommagées, signalez immédiatement cet état de fait. Nous vous indiquerons alors la procédure à suivre.

Merci de ne pas retourner les envois ou les articles endommagés sans autorisation. Délai de responsabilité : 7 jours après réception de la marchandise.

Il est dans votre intérêt de respecter impérativement la procédure décrite ci-après. Le destinataire a un devoir de vérification !

b) Livraison par une entreprise de transport

KKG Gump confie la livraison de ses grands rouleaux à des entreprises de transport. Dans le cas d'un dommage dû au transport visible, il est recommandé de débaler l'envoi en présence du transporteur qui a procédé à la livraison, de noter le dommage sur le bordereau justificatif ou sur le bon de livraison en indiquant la date, l'heure et en apposant sa signature et d'en faire constater la conformité. Le numéro d'immatriculation du véhicule de livraison doit également être noté. Des photographies sont aussi très utiles à des fins de preuve pour un traitement plus efficace du sinistre.

c) Livraison par un service de messagerie

Si l'emballage est visiblement endommagé de l'extérieur, refusez la livraison dans son intégralité ou, si la marchandise est requise d'urgence, notez impérativement le dommage sur le bon de livraison avec la date et l'heure. Dans tous les cas, prenez le temps de contrôler l'envoi en présence du livreur. Faites confirmer par une signature les livraisons incomplètes. Dans tous les cas :

- les dommages et les livraisons incomplètes doivent être notés et confirmés par la signature du livreur.
- laissez dans tous les cas la marchandise et l'emballage en l'état.

La mention « Sous réserve » est juridiquement invalide et ne présente aucune pertinence pour les assurances en cas de sinistre. Les articles spéciaux et les rouleaux avec supplément coupon ne peuvent pas faire l'objet d'une réclamation ou d'un échange.

Réserve de propriété

1. L'ensemble de la marchandise livrée reste notre propriété jusqu'au paiement intégral de toutes les créances actuelles et futures découlant de la relation d'affaires.

2. En cas d'agissement de l'acheteur contraire au contrat, notamment en cas de retard de paiement, nous sommes en droit de reprendre la marchandise livrée. Dans ce cas, l'acheteur donne d'ores et déjà son accord pour une reprise. Lors de la reprise, il n'y a résiliation du contrat que si cela a été expressément notifié par nos soins. Les frais liés à la reprise (en particulier, les frais de transport) sont à la charge de l'acheteur. Nous sommes par ailleurs en droit d'interdire à l'acheteur toute revente ou transformation de la marchandise livrée sous réserve de propriété et de révoquer l'autorisation de prélèvement (paragraphe 5).

3. L'acheteur s'engage à traiter la marchandise livrée avec soin ; il s'engage notamment à l'assurer à ses propres frais contre les éléments naturels et le vol pour un montant suffisant correspondant à sa valeur à neuf. Les droits découlant de l'assurance nous sont d'ores et déjà cédés.

4. L'acheteur n'est pas autorisé à donner en gage la marchandise livrée et les créances les substituant, ni à en transférer/céder la propriété à titre de garantie. En cas de saisies ou d'autres interventions de tiers, l'acheteur est tenu de nous en avvertir immédiatement par écrit afin que nous puissions porter plainte conformément au § 771 du Code de procédure civile (ZPO). Les frais restant à notre charge malgré l'obtention d'un gain de cause dans le cadre d'un litige selon le § 771 du Code allemand de procédure pénale sont à la charge de l'acheteur.

5. L'acheteur est en droit de revendre, de transformer ou d'associer la marchandise à d'autres produits dans le cadre de la gestion ordinaire de ses affaires. Il nous cède, néanmoins, d'ores et déjà, toutes les créances issues de la revente, de la transformation, de l'association à d'autres produits ou d'autres raisons juridiques (en particulier des contrats d'assurance ou d'actions non autorisées) à concurrence du montant total de la facture (TVA incluse) dont nous avons convenu avec lui. L'acheteur reste autorisé à recouvrer ces créances, même après la cession, sans que notre capacité à recouvrer la créance par nous-mêmes n'en soit affectée. Nous nous engageons toutefois à ne pas recouvrer la créance tant que l'acheteur s'acquitte de ses obligations de paiement découlant des recettes perçues, n'est pas en situation de retard de paiement et n'a pas déposé de demande d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ou n'est pas en cessation de paiement. Si ce n'est pas le cas néanmoins, l'acheteur est tenu, à notre demande, de nous communiquer les créances cédées et le débiteur, de nous transmettre toutes les informations requises pour le recouvrement, de nous remettre les documents correspondants et de notifier la cession au débiteur (tiers). Nous sommes en droit d'annuler l'autorisation de prélèvement de l'acheteur en cas de violations du contrat (en particulier de retard de paiement).

6. La réserve de propriété s'étend également aux produits résultant des marchandises livrées par nos soins par transformation, association ou assemblage jusqu'à concurrence de leur valeur intégrale, ces opérations étant effectuées pour notre compte de telle sorte que nous soyons considérés comme le fabricant desdits produits. Au cas où il existerait des droits de propriété de tiers dans le cadre d'une transformation, d'une association ou d'un assemblage avec des pièces de tiers, nous acquérons la copropriété proportionnellement aux valeurs objectives de ces pièces.

7. L'acheteur nous cède aussi, à titre de garantie des créances qu'il a envers nous, les créances résultant du lien entre la marchandise livrée et un bien foncier vis-à-vis d'un tiers.

8. Les garanties nous revenant ne sont pas prises en compte dans la mesure où la valeur de nos garanties dépasse de 20 % la valeur nominale des créances à garantir.

Indemnisation forfaitaire

1. En cas de demande d'indemnisation ou de revendication pour une perte de valeur à l'encontre de l'acheteur, de ses représentants ou de ses auxiliaires d'exécution – quel qu'en soit le motif juridique – nous sommes en droit d'exiger 20% de la rémunération convenue sans autre justification au titre de l'indemnisation ou de la perte de valeur. Toute revendication relative à un dommage plus important ou à une perte de valeur plus élevée demeure réservée. L'acheteur reste en droit de fournir la preuve que nous n'avons subi aucun dommage ou aucune perte de valeur ou que ce dommage ou cette perte de valeur est beaucoup moins important que l'indemnité forfaitaire.

Dispositions finales

1. Le droit applicable est le droit national de la République fédérale d'Allemagne à l'exclusion de la Convention des Nations-Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CISG).
2. Le tribunal compétent et le lieu d'exécution est notre siège social. Nous sommes néanmoins en droit de faire valoir nos revendications auprès d'un autre tribunal compétent.
3. Si certaines dispositions individuelles devaient s'avérer ou devenir invalides, partiellement ou en totalité, la validité des autres dispositions n'en serait pas affectée.